

CRISE EN LIBYE

Alger et Le Caire sur la même longueur d'onde

La situation chaotique prévalant en Libye inquiète sérieusement l'ensemble de ses riverains. Hier encore, et à partir du Caire où se tient un mini-sommet régional sur la question, le ministre égyptien des Affaires étrangères, Sameh Choukri, a tiré la sonnette d'alarme, mettant en garde sur de possibles débordements et des répercussions sur «les voisins de la Libye».

Kamel Amarni - Alger (Le Soir) - Ce qui concorde parfaitement avec la position de l'Algérie, premier pays à avoir attiré l'attention sur l'étendue réelle de la crise libyenne au lendemain de la chute du régime Kadhafi. A l'initiative d'Alger, qui avait appelé à une réunion des pays frontaliers de la Libye, c'est donc Le Caire qui abrite un second sommet après le premier, tenu à Tunis au niveau des ministres des Affaires étrangères et regroupant les représentants de l'Algérie, de la Tunisie, de l'Égypte, du Soudan, du Niger, du Tchad ainsi que le secrétaire général de la Ligue arabe.

Le réchauffement des relations

entre Alger et Le Caire depuis l'avènement du nouveau régime du général Abdelfatah Al-Sissi aura ainsi permis de spectaculaires avancées sur ce dossier libyen. Au plan diplomatique, du moins. Ce qui était inimaginable il y a à peine une année, lorsque l'Égypte était entre les mains des Frères musulmans. Ce n'est pas un hasard si le nouveau «Raïs» égyptien a choisi Alger pour sa première visite à l'étranger, en tant que chef, fin juin dernier.

La concertation entre les deux plus grands pays de la région sur cette épineuse question libyenne était tout simplement vitale pour tout le monde. Les Américains y



Les ministres des pays bordant la Libye se retrouvent au Caire.

sont-ils pour quelque chose ? Il est évident, qu'au moins, Washington ait poussé dans ce sens, via Le Caire, l'Algérie et l'Égypte étant les deux plus grandes puissances militaires dans la région, donc les plus à même de faire face au gigantesque foyer de tension qu'est devenue la Libye.

Ce pays, qui disposait d'un énorme arsenal de guerre du

temps de Kadhafi, n'est plus, en effet, qu'un vaste territoire, que se disputent diverses milices armées, notamment islamistes, le tout en l'absence de toute autorité politique digne de ce nom. Ce qui se déroule depuis des semaines à l'aéroport de Tripoli illustre parfaitement la situation. «Depuis longtemps, nous avons constaté les répercussions de la situation en

Libye sur la sécurité des pays voisins», affirmait le ministre égyptien avant l'ouverture du mini-sommet du Caire.

Alger disait exactement la même chose depuis 2011. «Les groupes terroristes en Libye ne limitaient plus leurs actions à des opérations dans ce pays mais s'adonnent également à des trafics d'armes et d'êtres humains, au viol des frontières, ce qui porte atteinte à la souveraineté de ces pays et menace leur stabilité».

Le diplomate égyptien n'écarte pas, non plus, des répercussions sur des pays en dehors de la région, ce qui pourrait induire, avertit-il encore, des risques «de différentes formes d'interventions dans les affaires de la Libye. Ce qu'il nous faut continuer d'œuvrer pour éviter». Et c'est exactement la position que défendait l'Algérie depuis le début de la crise en 2011.

K. A.

BOUMERDÈS

4 anciens chefs de gouvernement chez Menasra

Le chef du parti islamiste, le Front du changement (FC), Abdelmadjid Menasra, veut certainement marquer de son empreinte la rentrée sociale et politique dans le pays. A cet effet, il a invité à la première journée de l'université d'été destinée aux cadres du parti après celle animée en direction des jeunes, pas moins de 4 anciens chefs de gouvernement.

En effet Sid Ahmed Ghazali, Ahmed Benbitour, Ali Benflis et Belkhadem ont rejoint l'Institut national de formation hôtelière de l'ex-Figuier à l'Est de la ville de Boumerdès où s'est ouvert ce conclave.

Des responsables d'autres partis politiques et des responsables de la société civile étaient également parmi les invités de Menasra.

Arrivé avec son escorte officielle en sa qualité de ministre d'Etat, Belkhadem a très rapidement quitté les lieux. Il faut croire qu'il s'attendait probablement à être la star de cette rencontre. Il n'en fut rien. Dans leur intervention, les trois anciens chefs de gouvernement ont réitéré leurs craintes pour le pays. «La situation du pays est inquiétante», dira-t-il non sans avertir son auditoire de sa crainte de voir des forces étrangères intervenir dans le pays.

Pour Benbitour ce sont ceux qui refusent les solutions algériennes aux problèmes algériens qui cautionnent l'intervention étrangère. Ghazali pense pour sa part que les dirigeants du pays ne se soucient guère de la résorption des problèmes des citoyens.

Par la suite Ahmed Benbitour et Ali Benflis ont animé chacun une brève conférence à l'intention des séminaristes. Le premier a parlé des conditions politiques qui doivent être réunies pour la réussite de la transition démocratique dans notre pays et le second, des modalités et de la démarche à suivre pour rebâtir un Etat démocratique.

On peut dire que sur le plan protocolaire, Menasra a réussi son coup, mais les observateurs sont restés sur leur faim en matière de déclarations fortes.

Abachi L.

MOKRI À PROPOS DE SON INVITATION D'EX-MEMBRES

DU FIS À LA SALLE HARCHA :

«Pourtant, l'État a convié d'ex-émirs !»

Le président du MSP, Abderezak Mokri, ne voit pas de mal à inviter Ali Benhadj à un rassemblement de solidarité avec le peuple palestinien, si l'Etat convie d'ex-émirs, donc chefs terroristes repentis, à dire leur mot sur la prochaine Constitution.

Mehdi Mehenni - Alger (Le Soir) - L'invitation d'ex-membres du parti dissous (Front islamique du Salut), dont Ali Benhadj, par le Mouvement pour la société et pour la paix (MSP), ce vendredi à la salle Harcha, pour prendre part à un rassemblement de solidarité avec le peuple palestinien à Ghaza, avait soulevé polémique et grande indignation parmi la population. A plus forte raison, que les «drôles» d'invités avaient boycotté l'hymne national au moment où tout le monde se met-

tait debout pour le chanter.

Des photos immortalisant l'affront à la nation, suivies de vifs commentaires d'exclamation ont fait le buzz sur le Net et les réseaux sociaux.

Interrogé hier, à l'occasion de la réception d'une délégation palestinienne au siège de son parti, à Alger, Abderezak Mokri, dit ne pas comprendre ce genre de réactions. «Pourtant, l'Etat a convié d'ex-émirs à se prononcer sur la prochaine constitution...», ironise-t-il.

Ainsi et on ne peut plus clair, le président du MSP laisse entendre que c'est le gouvernement, sinon le président de la République qui a donné le «LA». Et d'enchaîner : «pourquoi donc je n'inviterai pas Ali Benhadj ?».

Le Hamas palestinien demande plus de soutien aux Algériens

Tout en reconnaissant et saluant la position officielle de l'Algérie par rapport à l'agression israélienne à Ghaza, les membres de la délégation palestinienne ont appelé les médias et les partis politiques à les soutenir davantage.

Concernant les négociations en cours, que mène l'Égypte,

entre la Palestine et Israël, Ismaïl Redouane, membre du bureau politique de Hamas et qui était à la tête de la délégation, a affirmé qu'il n'y aura pas de cessez-le-feu si l'autre partie n'accepte pas leur feuille de route.

«Nous avons dit aux Égyptiens que nous ne sommes pas prêts à accepter la trêve ou le cessez-le-feu avant qu'on approuve nos revendications qui s'articulent autour de quatre points.

Il s'agit d'abord, de l'arrêt des bombardements et l'agression contre Ghaza. Ensuite la levée du blocus. Puis la réouverture des accès et enfin la reconstruction de Ghaza», a-t-il conclu.

M. M.

CRÉATION D'UNE INSTITUTION OU D'UNE ACADÉMIE

DES FETWAS

Mohamed Aïssa compte sur l'apport de l'expertise du groupe Al Baraka

La création d'une institution ou Académie nationale des fetwas pourrait bénéficier de l'exégèse des savants, juristes et experts musulmans, notamment ceux du groupe bancaire Al Baraka. C'est ce que le ministre des Affaires religieuses et des Wakfs, Mohamed Aïssa, a prôné hier.

Chérif Bennaceur - Alger (Le Soir) - Ouvrant, à Dar-El-Imam (El Mohammadia), les travaux d'une conférence scientifique organisée par la banque Al Baraka Algérie en collaboration avec son département ministériel, Mohamed Aïssa a invité les savants et chercheurs, conseils scientifiques du comité de supervision du groupe Al Baraka notamment, hôtes de cette conférence, à contribuer au développement de l'ifta' ou émission d'avis religieux en Algérie. Soit un transfert d'expertise au profit des savants, conseils scientifiques et experts de diverses disciplines qui devraient composer cette instance, en charge de l'émission d'avis unifiés, de référence et basés sur l'ijtihad et la réflexion collective. De tels avis qui sont d'ailleurs recom-

mandés en matière d'accès aux services bancaires, investissement et financement socioéconomique conformes à la charia, note-t-on. En ce sens, Mohamed Aïssa a exprimé clairement son souci d'assainir l'émission d'avis religieux, de la libérer des altérations mais aussi de l'emprise de l'informel. Il s'agit en fait d'encourager les promoteurs et autres consommateurs qui rejettent le paiement des taux d'intérêt à recourir aux canaux bancaires et à ne plus s'approvisionner sur le marché informel.

Ce faisant, la finance islamique est déjà pratiquée en Algérie par le biais de trois établissements bancaires (Al Baraka Algérie, Al Salem et la Banque du Golfe). Certes, un dispositif réglementaire spécifique régissant l'activité des banques

islamiques n'existe pas même si un projet avait été impulsé en ce sens et que la modification des dispositions réglementaires reste encore souhaitée. Toutefois, le dispositif législatif et réglementaire régissant les banques et établissements financiers «ne constitue pas un frein», assurera le secrétaire général de la banque Al Baraka Algérie, Nacer Haidar, qui évoquera un intérêt important des ménages et promoteurs pour ce type de financement.

Un engouement qui reste encore timide dans la mesure où l'activité bancaire islamique ne représente que 2% du marché domestique et de l'ordre de 17% des transactions du secteur bancaire privé. Au-delà de la diversité des prestations offertes ou projetées par ces établissements islamiques, des perspectives liées à la relance du crédit à la consommation pour la production nationale et au développement du financement notamment hypothécaire, ainsi que l'ouverture de guichets dédiés à ce type de finan-

cement alternatif au niveau du réseau bancaire public, une plus grande intégration de la finance islamique serait néanmoins opportune. Une opportunité que le mode de gouvernance, la gestion des transactions ainsi que le dispositif de supervision, contrôle légal et maîtrise des risques et infractions, en vigueur dans les établissements financiers islamiques dans le monde et qui sont conformes strictement aux dispositions de la charia et basés sur la jurisprudence, l'ijtihad (la réflexion) collectif, expliquent en fait.

Une thématique justement abordée lors de cette conférence scientifique, la seconde du genre et qui a été marquée par la participation de membres du conseil ou comité de supervision du groupe Al Baraka. Notons que le groupe Al Baraka opère dans une douzaine de pays dont l'Algérie où il est présent depuis 1991, et gère un portefeuille de 8 milliards de dollars et diversifie ses activités.

C. B.